

Nîmes, le **06 FEV. 2023**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-008-DREAL du **06 FEV. 2023**

portant prescriptions complémentaires relatives à la demande de recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard dans la stratégie de lutte contre l'incendie pour l'usine de fabrication de peintures exploitée par la société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION sur le territoire de la commune des Angles

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et ses textes d'application, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret du 17 février 2021 nommant Mme Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°09.051N du 6 juillet 2009 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de fabrication de peintures par la société BLANCOLOR sur son site des Angles ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant daté du 16 juin 2017 faisant connaître que la société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION succède à la société BLANCOLOR pour l'exploitation de l'usine de fabrication de peintures aux Angles ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20-111-DREAL du 27 février 2020 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 susvisé ;

- VU** le courrier du 11 mai 2021 de la société RESSOURCE sollicitant le recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard (SDIS 30) ;
- VU** le courrier du 12 juillet 2021 du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 janvier 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 12 janvier 2023 par lettre recommandée ;
- VU** le mail de l'exploitant en date du 31 janvier 2023 faisant part de l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT** que la société RESSOURCE exploite une usine de fabrication de peintures en phase aqueuse et en phase solvant sur le territoire de la commune des Angles ;
- CONSIDÉRANT** que le site des Angles relève entre autres de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 susvisé qui stipule à l'article 1^{er} que :
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié suscitent restent applicables,
 - pour les installations existantes soumises aux dispositions techniques de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant peut opter pour le respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 du présent arrêté en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010 ;
- CONSIDÉRANT** que par courrier du 11 mai 2021 susvisé, l'exploitant s'est positionné sur les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé relatif à la stratégie de défense incendie ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé prévoit que l'exploitant doit élaborer une stratégie de défense contre l'incendie d'un stockage de liquides inflammables ;
- CONSIDÉRANT** que par courrier du 11 mai 2021 susvisé, l'exploitant a sollicité un recours permanent aux moyens du SDIS 30 dans la mise en œuvre de sa stratégie de défense contre l'incendie et que ce dernier a répondu favorablement par courrier du 12 juillet 2021 ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter certains engagements de l'exploitant pour l'intervention du SDIS 30 afin de garantir notamment la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION dont le siège social est situé rue de Mousselière – 30 133 Les Angles, désignée ci-après l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de peinture située à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieures et du présent arrêté.

Article 2 – Non autonomie défense incendie

L'article 7.12 « Moyens et matériel de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral n°09.051N du 6 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7.12 – Définition générale des moyens

Pour la défense contre l'incendie des stockages vrac de solvants situés :

- dans l'atelier de fabrication de produits solvants (AFPS),
- dans le magasin de stockage de matières premières solvantées (MPS),
- dans le magasin de stockage des produits finis aqueux et solvantés (MPF),
- au niveau de l'aire de livraison Est (AMLE),

l'exploitant est tenu d'observer les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé.

Le recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et Secours du Gard (SDIS 30) est approuvé. Leur concours est limité aux moyens matériels non consommables et aux personnels d'intervention en complément des moyens propres de l'exploitant.

Les secours publics n'intervenant pas directement sur les moyens fixes de lutte contre l'incendie, l'exploitant met à disposition dans les 30 minutes un personnel apte, formé et autorisé à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction.

Selon la stratégie de lutte contre l'incendie définie par l'exploitant, celui-ci s'assure de la disponibilité des moyens essentiels à la temporisation pendant le temps nécessaire à la mise en œuvre des moyens d'extinction, au refroidissement et à la prévention d'éventuelle reprise. L'exploitant veille à la pérennité de l'alimentation en eau et en émulseur dont la quantité est définie à l'article 7.12.2 du présent arrêté.

Article 7.12.1 – Moyens et matériels de lutte contre l'incendie

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21A pour 250 m² de superficie à protéger (deux appareils au minimum par atelier, magasin, entrepôt...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des transformateurs et des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 55B pour 250 m² de superficie à protéger,
- d'un extincteur à poudre sur roues de 50 kg (ou équivalent) par 1 000 m² à protéger et par niveau d'au moins 250 m², pour les zones à risques caractérisés,
- de robinets d'incendie armés de 40 mm de DN, répartis dans l'ensemble des bâtiments (sauf dans le bâtiment d'administration), à proximité des issues et de manière que toutes les surfaces des bâtiments puissent être atteintes par deux jets de lance. La pression à l'appareil le plus défavorisé n'est pas inférieure à 2,5 bars,
- de bacs de 100 l d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs, des installations de transvasement ou de tout endroit où il peut y avoir un écoulement de liquide inflammable.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

Les moyens de secours sont maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.

Article 712.2 – Ressources en eau et agents d'extinction

La défense contre l'incendie des bâtiments et des installations est assurée par au moins 3 poteaux incendie normalisés avec sorties de 100 mm et 2 x 70 mm, alimentés par le réseau de la ville des Angles, permettant un débit minimum et simultané de 180 m³/h et implantés à moins de 100 m de l'établissement.

Les canalisations constituant le réseau interne d'incendie et alimentant les RIA, sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et les pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau divers, qui équipent le réseau interne d'incendie, sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides inflammables.

L'établissement dispose d'une réserve d'émulseur polyvalent de 2 300 l répartie comme suit :

- 1 300 l (6 fûts de 200 l et 5 bidons de 20 l) placé dans le local technique au niveau du parc des chariots automoteurs,
- 200 l au niveau de chacun des 5 RIA situés :
 - dans l'atelier de fabrication des produits aqueux,
 - dans l'atelier de fabrication des produits solvantés,
 - dans le magasin de stockage des matières premières solvantées,
 - au niveau de la porte piétons Nord du bâtiment en location dénommé bâtiment LOC,
 - à l'intérieur du bâtiment LOC, au niveau du portail Sud-Est.

Les différents contenants de cette réserve d'émulseur sont facilement manutentionnés et déplacés au moyen de chariot élévateur, transpalette...

Article 712.3 – Équipe d'intervention

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre, dont un chef d'équipe et un adjoint.

Les membres de cette équipe sont spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation sont organisés tous les ans.

Du matériel de protection individuelle (tenues d'approche, appareils respiratoires,...) est mis à la disposition de l'équipe de sécurité.

Article 3 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire des Angles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION.

La préfète
Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU